

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15 Place de la République  
28019 Chartres

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **AXEREAL**

36 Rue de la Manufacture  
CS 40639  
45160 Olivet

Références : 167/RAPVI/MOF/IC240393 - VAT20240441  
Code AIOT : 0010000167

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2024 dans l'établissement AXEREAL implanté Lieu dit Le Bourg 28340 Boissy-lès-Perche. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection a été effectuée afin de constater les actions correctives réalisées pour répondre aux projets d'arrêtés préfectoraux d'astreinte administrative et de mise en demeure proposés au Préfet, à la suite de la visite d'inspection du 29 mars 2024.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AXEREAL
- Lieu dit Le Bourg 28340 Boissy-lès-Perche
- Code AIOT : 0010000167
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Complexe céréalier bénéficiant d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°1730 du 12

septembre 1985, complété par arrêté préfectoral n°1795 du 30 mai 1989.

Le stockage de céréales est constitué de 3 silos:

- 2 silos verticaux - volume global de stockage : 35 700 m<sup>3</sup> ;
- 1 silo plat - capacité de stockage : 5 200 m<sup>3</sup>.

### **Contexte de l'inspection :**

- Suites données par l'exploitant aux propositions d'astreinte journalière et de mise en demeure ;
- Suites données par l'exploitant à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28 décembre 2021.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

La présence de machines en cours de maintenance a été constatée dans le silo n°1 au cours de la visite d'inspection.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Prévention des risques d'explosion et d'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prévention des risques d'explosion et d'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Sans objet
2	Prévention des risques d'explosion et d'incendie et mesures de protection	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	Sans objet
3	Rétention — Retenue des eaux potentiellement polluées	Arrêté Préfectoral du 30/05/1989, article 2.13	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Système de dépoussiérage et transport des produits
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...]
<b>Constats :</b>  <u>Visite d'inspection du 13/09/2021 :</u> Constat NC4 : Le dysfonctionnement lié à la simulation d'un dysfonctionnement par actionnement manuel du détecteur de déport de la bande du transporteur à bande TB1 d'ensilage du silo 1 n'a pas occasionné le déclenchement d'alarmes permettant de visualiser cet incident (alarmes sonore et/ou lumineuse).

Réponse de l'exploitant le 12 novembre 2021 :

Un remplacement de l'alarme sonore est programmé [...] Cette action sera réalisée en début d'année 2022.

Visite d'inspection du 29/03/2024 :

La simulation d'un dysfonctionnement par actionnement manuel du détecteur de déport de la bande du transporteur à bande du silo 1 a occasionné l'arrêt du tapis. Il n'a néanmoins pas occasionné le déclenchement d'alarmes permettant de visualiser cet incident.

Constat : la non-conformité est maintenue.

Cette non-conformité a mené à la proposition d'un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure auprès du Préfet, pour non-respect de prescription de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 29 mars 2004.

Réponse de l'exploitant du 24/06/2024 :

"L'exploitant a procédé de manière effective à remplacer l'alarme sonore".

Visite d'inspection du 27/06/2024 :

L'inspection des installations classées constate le déclenchement d'une alarme sonore lors de la simulation d'un dysfonctionnement par actionnement manuel du détecteur de déport de la bande du transporteur à bande du silo 1.

**Constat : Pas d'écart relevé, la non-conformité est soldée. Le premier alinéa de l'article 1 du projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure, associé à la procédure contradictoire initiée le 17 juin 2024, est devenu sans objet.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie et mesures de protection

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13

**Thème(s) :** Risques accidentels, Nettoyage des silos

**Prescription contrôlée :**

Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. [...]

**Constats :**

Visite d'inspection du 13/09/2021 :

Non-conformité NC 1\* : Dans les parties des silos 1 et 2 visitées, il a été constaté la présence de dépôts de poussières importants, tout particulièrement au niveau de la tour de manutention du silo 2, de nature à créer une atmosphère explosive, en cas de mise en suspension. Selon les enregistrements des opérations de nettoyage présentés, les fréquences de nettoyage fixées par l'exploitant, dans ses consignes groupe AXEREAAL, ne sont pas respectées. La conception du silo 2, et les accès difficiles pour assurer le nettoyage, ne permettent pas de limiter au mieux les risques d'accident.

Réponse de l'exploitant du 15/11/2021 :

Le nettoyage du ciel de cellules du silo n°1 est réalisé. Un nettoyage du silo n°2 est programmé par

le site [...] En complément, une demande d'intervention est en cours pour réaliser un cantonnement entre la fosse de réception et la tour de manutention du silo n°2 sur le principe de la réception existante côté fosse de réception, pour limiter l'empoussièrement.

Arrêté préfectoral de mise en demeure du 28/12/2021 :

La non-conformité NC1\* n'a pas été totalement traitée et a été maintenue, faisant l'objet de l'article 1.1 de l'arrêté de mise en demeure du 28/12/2021 (délai de 1 mois pour le nettoyage des silos).

Réponse de l'exploitant du 18/01/2022 :

Le nettoyage du ciel de cellule du silo 1 est réalisé. Nous avons transmis des illustrations dans notre courrier du 15 novembre 2021 réponse au projet AMD. Vous trouverez ci-dessous des illustrations du nettoyage de la tour de manutention du silo 2 ainsi qu'une copie des nettoyages réalisés conformément aux consignes en interne (un nettoyage complet à minima une fois par trimestre). Les installations sont propres.

Visite d'inspection du 29/03/2024 :

[...] Des efforts de nettoyage ont été réalisés sur toutes les parties basses des silos, atteignables à hauteur humaine. Cependant, il a été constaté la présence de dépôts de poussières de plusieurs centimètres en partie haute du silo n°2, particulièrement au niveau de la tour de manutention, et au niveau du ciel de cellules du silo n°3, susceptibles de créer une atmosphère explosible en cas de mise en suspension. La non-conformité NC1\* est maintenue.

Constat : Présence de dépôts de poussières de plusieurs centimètres dans les silos.

Cette non-conformité a mené à la proposition d'un projet d'arrêté préfectoral d'astreinte administrative auprès du Préfet.

Réponse de l'exploitant du 23/06/2024 :

"[...] L'exploitant a donc procédé à une opération de nettoyage de l'ensemble des silos".

Ultérieurement dans la journée, des photos du site ainsi qu'un devis d'intervention d'une équipe de techniciens cordistes, pour le nettoyage du dessus de cellule et dessous de boisseau, ont été communiqués à l'inspection des installations classées.

Visite d'inspection du 27/06/2024 :

L'inspection des installations classées constate que le nettoyage en partie haute du silo n°2, au niveau de la tour de manutention, et au niveau du ciel de cellules du silo n°3, a été effectué.

**Constat : pas d'écart relevé, la non-conformité est soldée. Le premier alinéa de l'article 1 du projet d'arrêté préfectoral d'astreinte journalière, associé à la procédure contradictoire initiée le 17 juin 2024, est devenu sans objet.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Rétention — Retenue des eaux potentiellement polluées**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/05/1989, article 2.13

**Thème(s) :** Risques accidentels, Dispositifs de rétention des eaux potentiellement polluées

**Prescription contrôlée :**

Afin de prévenir toute pollution accidentelle, les dispositifs appropriés sont mis en place au niveau de l'installation

<p>et du dispositif de rejet [...].</p> <p>Toutes mesures sont prises pour qu'aucun entraînement d'engrais solides ou liquide ou de poussières d'engrais solide ne se produise avec les rejets résiduels ou pluviales ou encore vienne polluer la nappe souterraine.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Visite d'inspection du 29/03/2024 :</u> [...] Il a été constaté la présence d'engrais solides de la rubrique 4702-IV (64 big bag de 600 kg de NPK) stockés à l'extérieur sur sol nu, sans rétention, susceptibles d'être entraînés dans les eaux pluviales en cas de déversement accidentel.</p> <p>Constat : Présence d'engrais solides, répondant aux critères de la rubrique 4702-IV, stockés en extérieur sans rétention.</p> <p>Cette non-conformité a mené à la proposition d'un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure auprès du Préfet, pour non-respect de prescription de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 mai 1989.</p> <p><u>Réponse de l'exploitant du 24/06/2024 :</u> "L'exploitant a procédé au dégagement de la cour et un rappel de consigne sur le stockage".</p> <p><u>Visite d'inspection du 27/06/2024 :</u> L'inspection des installations classées constate l'absence dans la cour des big-bags répondant aux critères de la rubrique 4702-IV constatés lors de la visite du 29 mars 2024. Cependant, il a été constaté dans cette cour une dizaine de big-bags d'engrais non classés, sans système de rétention. Aucun système de rétention des eaux pluviales n'est en place à l'endroit où sont stockés ces big-bags, ne prévenant pas le risque d'entraînement accidentel des engrais avec les rejets des eaux pluviales.</p> <p>Les 25 juin et 16 juillet 2024, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées des photos, démontrant le retrait des big-bags vus en inspection, et l'absence d'autres big-bags dans le reste de la cour.</p> <p><b>Constat : Ecart relevé, présence de big-bags d'engrais solides stockés en extérieur sans rétention. Corrigé ultérieurement à la visite d'inspection, la non-conformité est soldée.</b> Le second alinéa de l'article 1 du projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure, associé à la procédure contradictoire initiée le 17 juin 2024, est devenu sans objet.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Asservissement au système d'aspiration</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement [...]</p>

**Constats :**

L'inspection des installations classées constate l'existence de deux modes de fonctionnement, sur le tableau de contrôle des installations de manutention dans le silo n°1 : un mode "automatique" et un mode "manuel".

L'agent sur place indique que l'utilisation des installations de manutention se réalise en mode "automatique", impliquant l'asservissement des installations au système d'aspiration.

Cependant, la mise en route des installations de manutention peut être effectuée éventuellement sans asservissement au système d'aspiration via ce mode "manuel".

L'agent indique que ce pilotage en manuel de ces installations est nécessaire afin d'être en mesure de procéder à la vidange d'une cellule, en mode dégradé.

Ce fonctionnement est à prendre en compte dans les stratégies d'intervention en cas de sinistre du silo, composantes des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence à communiquer aux services de secours. Aucune procédure d'intervention détaillant le pilotage des installations en mode normal et dégradé n'est présente sur site.

**Constat : écart relevé, les installations de manutention peuvent démarrer sans que le système d'aspiration soit en fonctionnement. Ce mode de fonctionnement réservée aux opérations de maintenance et en cas de sinistre doit impérativement être encadré par une consigne intégrée aux procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours, en application de l'article 11 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de :

- **compléter ses procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence rédigées en application de l'article 11 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004, et de les communiquer aux services de secours (copie à l'inspection des installations classées) ;**
- mettre en place un dispositif interdisant le pilotage des installations en mode dégradé, sans double asservissement du fonctionnement de la manutention à celui de l'aspiration centralisée, tel que un code d'accès ou une sécurité à verrouiller volontairement afin d'accéder à la mise en marche en mode dégradé.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°4] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois